

Commentaire sur « les problèmes économiques de la province de Québec »

Jacques Parizeau

Volume 35, numéro 3, octobre–décembre 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001670ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001670ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Parizeau, J. (1959). Commentaire sur « les problèmes économiques de la province de Québec ». *L'Actualité économique*, 35(3), 486–492.
<https://doi.org/10.7202/1001670ar>

Commentaires

Commentaire sur «les problèmes économiques de la province de Québec»

Il y a des sujets dont on recule l'étude en raison de leur complexité. Il en est d'autres qui sont à ce point devenus des pommes de discordes, qui soulèvent de telles réactions émotionnelles, qu'ils semblent décourager l'étude. Le développement économique de la province de Québec est un sujet de cet ordre. Il n'y a guère moyen d'éviter de le traiter sans faire de comparaison avec l'Ontario, ce qui déclenche aussitôt des réactions plus ou moins partisans, plus ou moins politiques qui finissent par tout brouiller. Que l'on pense, par exemple, à la comparaison des taux de salaires dans les deux provinces. En apparence, rien de plus simple à analyser. Il suffit d'un travail de bénédictin pour établir des tables de comparaisons de salaires horaires par métier, par secteur industriel et par ville selon leur taille, pour obtenir des conclusions valables. Et pourtant! Combien d'études hâtives depuis quelques années, de conclusions soigneusement orchestrées pour attaquer de biais un gouvernement qui se défend avec énergie, qui appelle à son aide tous les chiffres de l'Annuaire statistique, et qui utiliserait ceux du bottin téléphonique s'il découvrait un moyen de s'en servir.

Tout cela finit par détourner d'un champ d'étude hautement intéressant ceux qui tiennent à la sérénité du travail, ou bien complique considérablement la tâche de celui qui veut chercher à voir, à travers la masse de plus en plus importante des «thèses», les éléments fondamentaux de la question.

La communication de Monsieur Raynauld à l'A.C.F.A.S. sur les problèmes du développement économique de la province de Québec représente donc une tentative indiscutablement courageuse et dont le caractère partiel est parfaitement justifiable quand on sait, comme tous les observateurs le savent, que la plupart des éléments de la question doivent donner lieu à des recherches originales.

Il n'en reste pas moins, qu'à divers titres, ce travail est basé, en partie tout au moins, sur certains principes ou sur l'utilisation de certaines techniques qui appellent des réserves ou des restrictions. Les pages qui suivent sont consacrées à la discussion de ces principes ou de ces techniques; la méthodologie de certains aspects de l'étude du développement est donc l'objet véritable de ce commentaire. Il n'est pas inutile de la livrer, semble-t-il, à une discussion aussi générale que possible de façon à en faire ressortir les difficultés et les embûches.

Le premier principe mis en cause est celui de l'utilisation d'un petit nombre de séries très longues (cinquante ou soixante ans, par exemple) pour décrire la croissance économique. Il peut sembler paradoxal de discuter ce principe. Un nombre incalculable d'études a été fait en fonction de séries de longue durée. Il n'en reste pas moins qu'une telle technique risque de ne pas aider à déceler les véritables «problèmes du développement», si elle n'est pas très largement complétée par l'étude de plus courtes séries aux points critiques du développement, et la mise en rapport d'un assez grand nombre d'éléments analytiques. Or, ces points critiques d'infléchissement de la courbe de croissance peuvent avoir, ou peuvent avoir eu une importance notable.

Nous en avons un exemple dans le texte de M. Raynauld. Celui-ci constate que, depuis 90 ans, la production manufacturière et la production agricole ont augmenté au même taux dans le Québec et dans l'Ontario, alors que la production minérale se serait accrue plus rapidement dans le Québec depuis 60 ans. Cette constatation globale est extrêmement intéressante en elle-même, mais de telles séries de longue période révèlent-elles *complètement* (il est indéniable qu'elles révèlent déjà des forces importantes de la croissance) les problèmes de croissance qui, dit-on depuis fort longtemps, caractérisent la province de Québec. Il faut faire

appel ici manifestement à d'autres considérations; si l'on s'attache à une période plus courte (mais pas nécessairement une courte période) et si, par exemple, en constatant l'inaptitude flagrante de la province de Québec à mettre au travail toute sa population active alors que l'Ontario y arrive beaucoup mieux — ce qui après tout est un des problèmes fondamentaux de la croissance — on cherche à expliquer le rythme d'expansion économique du Québec, on en arrive à observer des phénomènes extrêmement contradictoires.

Ainsi, alors que la valeur brute de la production manufacturière du Québec atteignait 62 p.c. de celle de l'Ontario au cours du sommet conjoncturel de 1956, trente ans plus tôt, en 1929, la proportion était de 55 p.c. seulement. Progrès indéniable et qui est plus favorable encore que celui que constate M. Raynauld (ce dont on n'a pas à s'étonner puisque les périodes observées ne sont pas les mêmes). Mais progrès discutable si l'on tient compte du fait que si, en 1929, la valeur *ajoutée* par l'industrie du Québec aux matières premières était de 59 p.c. de la valeur ajoutée en Ontario, le pourcentage, de nos jours, a fléchi à 51 p.c.

D'autre part, l'emploi dans l'industrie croît bien lentement dans le Québec depuis plusieurs années. Il est monté de 5 p.c. depuis le sommet atteint pendant la guerre jusqu'en 1956, et de 14 p.c. en Ontario.

Faudrait-il conclure que le rythme de croissance de la province de Québec fléchit depuis un certain temps, qu'un point critique du développement a été atteint depuis déjà plusieurs années?

D'ailleurs, on constate que l'écart entre les revenus personnels *per capita* de l'Ontario et du Québec est plus grand depuis la guerre qu'avant. Ceci, en principe, devrait être troublant, à moins qu'on ne puisse le ramener au fait que la population croît plus vite dans le Québec que dans l'Ontario.

Sans aucun doute, comme le signale M. Raynauld, sur la très longue période, la population du Québec s'est accrue plus vite que celle de l'Ontario. Mais ici encore l'étude de périodes plus courtes révèle un profond changement.

La situation, on le voit, s'est complètement renversée. La poussée démographique était beaucoup plus forte dans le Québec avant la guerre, à peine plus élevée pendant la guerre et dans les

COMMENTAIRES

Accroissement de la population

(en p.c.)

| | Ontario | Québec | Différence |
|----------------|---------|--------|------------|
| 1920-1930..... | 18.3 | 22.9 | + 4.6 |
| 1930-1940..... | 10.7 | 16.0 | + 5.3 |
| 1940-1950..... | 19.3 | 21.1 | + 1.8 |
| 1950-1959..... | 33.1 | 26.0 | - 7.1 |

années qui la suivent, nettement inférieure depuis le début de la grande période d'immigration. Pourquoi alors l'écart entre les revenus personnels ne se referme-t-il pas au lieu de s'accroître? Pourquoi un tel niveau de chômage dans le Québec? Pourquoi l'Ontario absorbe-t-il une part si importante de l'immigration sans difficulté économique notable?

Il ne s'agit pas ici de vouloir résoudre de tels problèmes, mais bien d'indiquer que l'étude de la croissance économique ne peut plus ici s'appuyer sur quelques très longues séries, ou tout au moins qu'on ne peut guère tirer de ces longues séries des conclusions globales à long terme sur la croissance sans laisser de côté des observations essentielles, de plus courte durée sans doute, mais chargées de signification lorsque, comme c'est le cas ici, elles s'appliquent à la période qui précède immédiatement le présent.

La discussion qui précède ne diminue en rien, cela va de soi, la valeur des séries établies.

* * *

Le second aspect du texte de M. Raynauld, qui semble pouvoir être utilement discuté a trait aux inégalités de revenus entre l'Ontario et le Québec qui seraient dues à la structure industrielle des deux provinces. On affirme fréquemment que les revenus sont bas dans le Québec parce que, entre autres causes, les industries à bas salaires y seraient nombreuses. Pour vérifier cette hypothèse souvent mise de l'avant, M. Raynauld utilise le mode de calcul suivant: on pondère les taux moyens de salaires de chaque secteur dans le Québec par l'emploi existant dans ces secteurs dans l'Ontario, et l'on compare alors le taux général moyen obtenu avec

1. Nous ne tenons pas compte ici des années de guerre.

le taux réellement constaté dans le Québec; on constate alors l'écart de salaires dû à la différence dans la structure des emplois.

Cette méthode, si elle est acceptable, aurait une importance considérable dans l'étude des comparaisons interrégionales ou internationales des revenus. Il n'est donc pas inutile qu'on s'y arrête.

Il s'agit, en somme, de savoir s'il y a quelques possibilités de dissocier la structure des emplois de celle des salaires. Y a-t-il un sens véritable et indiscutable à repondérer une structure de salaires avec une autre structure d'emploi que celle à laquelle elle est originellement associée?

On sait que dans une région où les salaires sont bas, par exemple à cause de très abondants surplus de population, on verra souvent (mais pas toujours) s'établir des industries dont les besoins de main-d'œuvre, eu égard à la valeur de leur production, sont très élevés et qui n'ont pas besoin de se trouver très rapprochées d'un grand centre de consommation. Si, cependant, une industrie vient à s'établir dans cette région (à cause, par exemple, de la découverte de ressources naturelles locales), industrie dont la productivité est très élevée et qui distribue des salaires élevés, toute la structure des salaires de la région peut s'en trouver changée. D'un autre côté, si cette industrie n'est pas grande et qu'elle est entourée d'entreprises à bas salaire, il est possible qu'elle distribue des salaires inférieurs à ceux qu'elle pourrait payer, ou qu'elle paye ailleurs.

Un tel raisonnement n'est évidemment pas très sorcier, mais tendrait à faire croire que la structure des salaires est une fonction, non exclusive cela va de soi, de la structure des emplois, et qu'à son tour la structure des emplois est aussi, souvent, une fonction de la structure des salaires.

Ou bien encore, en termes plus clairs, cela voudrait dire qu'il n'est pas possible de se demander quelle serait la moyenne des salaires actuels de la province de Québec si la structure des emplois y était celle de l'Ontario, car tout porte à croire qu'advenant un tel état de chose, les salaires ne seraient pas les mêmes dans le Québec.

On ne peut donc pas affirmer que la différence des salaires que M. Raynauld attribue à la structure des emplois soit trop basse ou trop élevée. Il semblerait plutôt que ce calcul, en laissant de côté

l'interdépendance entre structure des salaires et structure des emplois, n'ait pas toute la signification que son auteur lui accorde.

L'importance de cette interdépendance ne peut évidemment être déterminée *à priori*, mais jusqu'à ce que l'on ait pu démontrer qu'elle est faible, on ne peut, semble-t-il, tirer du calcul présenté plus haut des conclusions précises.

* * *

Il reste avant de conclure à présenter deux autres observations de caractère méthodologique, de moindre importance peut-être, compte tenu du caractère nécessairement général du texte de M. Raynauld.

La première a trait à la validité et à la signification de la comparaison exclusive (c'est-à-dire à l'exclusion d'autres provinces) du Québec et de l'Ontario. Que, pendant des années, une telle comparaison ait eu un sens structurel profond, on ne peut en douter. Les deux provinces centrales étaient d'autant plus liées l'une à l'autre qu'elles représentaient le centre presque exclusif de l'activité nationale.

Depuis pas mal de temps, cependant, le sens d'une telle comparaison s'est transformé. Au fur et à mesure que d'autres provinces se développent et mettent en valeur des ressources naturelles plus ou moins concurrentes de celles de la province de Québec ou bien encore créent des industries de biens de consommation, on peut fort bien se demander dans quelle mesure la comparaison — ou l'opposition — du Québec et de l'Ontario garde tout son sens. Le Québec, en effet, dépend encore très largement de capitaux étrangers pour sa mise en valeur. Ces capitaux ont maintenant le choix entre plusieurs provinces pour un même type d'investissement aussi bien que pour des investissements de types différents. Que les progrès les plus récents dans l'industrie de l'aluminium se soient produits en Colombie-Britannique, que se développe dans l'Ouest l'industrie de la pâte et du papier, tout cela ne peut être laissé de côté dans une étude de la croissance économique de la province de Québec (pour ne mentionner ici que quelques exemples).

On continuera longtemps encore, sans doute, à comparer le Québec avec l'Ontario. Il n'est pas impossible que cette compa-

raison ait de moins en moins de valeur explicative ou même de valeur analytique (ce qui ne veut pas dire qu'elle n'en aura plus aucune éventuellement).

En second lieu, M. Raynauld émet l'idée que du point de vue de la croissance globale à long terme, il n'est guère utile, pour ce qui est de l'analyse économique, d'établir une distinction entre Montréal et le reste de la Province.

Ici encore, tout dépend du niveau auquel on se place et de la période étudiée. S'il s'agit de décrire l'évolution passée de quelques grandes composantes de l'économie de la province de Québec, l'idée est probablement acceptable. S'il s'agit, cependant, de comprendre ou d'expliquer la croissance, d'éclairer certains des paradoxes qui sont apparus au cours des vingt ou trente dernières années (mais est-ce là du long terme?), la chose est plus douteuse. Le vieillissement de la structure industrielle de diverses régions au sud du Saint-Laurent, l'expansion brutale et parfois très fragile de plusieurs régions du Nord et de l'Ouest de la Province, le drainage cependant de la plus grande partie des facteurs de production à Montréal, et l'absence concomitante de marchés régionaux concentrés importants, ne paraissent pas être étrangers à la «croissance globale à long terme». Encore ce principe demanderait-il, pour être démontré, comme son inverse d'ailleurs, de très longs développements devant lesquels l'auteur de ce commentaire ne peut que reculer.

* * *

Que conclure de ce commentaire? Non pas sûrement que les constatations de M. Raynauld n'ont que peu de portée sur le processus du développement de la province de Québec; conclure ainsi serait non seulement injuste, ce serait inexact; mais plutôt que certaines des méthodes utilisées ne sont pas toujours susceptibles de révéler la portée et le degré d'intensité des problèmes de croissance les plus importants ou bien pour l'analyse des situations les plus récentes ou bien pour l'étude des effets de politiques économiques éventuelles. Cependant, les séries calculées par M. Raynauld ont, pour l'étude historique de certains phénomènes, une valeur indéniable.

Jacques PARIZEAU